

Monsieur Olivier VERAN
Ministre de la Santé et des Solidarités
14 Avenue Duquesne,
75350 Paris

Nos réf : SS6120 CP-MT
Objet : Demande d'entretien

Monsieur le Ministre,

Comme vous l'avez écrit, les organismes du régime général de Sécurité sociale ont été en première ligne dans le soutien à la population et le maintien du service public pendant la crise sanitaire.

Le 24 avril dernier, vous avez exprimé « la reconnaissance de l'ensemble de la nation » en vous adressant aux salariés de la Sécurité sociale.

Aujourd'hui, nous vous demandons un engagement fort pour ce personnel, un engagement qui doit se traduire par une enveloppe financière afin de permettre :

- La revalorisation des salaires en augmentant la valeur du point, qui depuis 2010 n'a connu qu'une revalorisation de 0.5 % en 2017.
- La revalorisation des emplois et des parcours professionnels en octroyant une enveloppe supplémentaire à la négociation en cours de la classification. En effet, nous vous rappelons que suite à la mobilisation du 25 juin 2019, votre ministère s'était engagé à recevoir les organisations syndicales dès lors que les négociations seraient bien avancées pour faire le point, ce qui est actuellement notre situation.

Cette demande se justifie d'autant plus que l'engagement des personnels de nos organismes pendant la crise sanitaire que nous venons de traverser a permis de maintenir le lien avec nos assurés sociaux et de garantir le paiement dans des délais rapides de toutes les prestations dues. Ce travail a permis de ne pas rajouter de la misère sociale à cette crise sanitaire.

- Le financement d'une prime à l'ensemble des salariés qui ont tous été mobilisés à des degrés différents et engagés pour le service public.

Nous attirons votre attention sur le fait qu'une prime va être attribuée à une seule fraction du personnel alors que c'est le travail collectif de tous qui a permis le maintien de notre service public. Cela met à mal la cohésion d'équipe et le collectif de travail qui ont déjà été durement éprouvés par cette crise sanitaire et le confinement.

La Cfdt PSTE souhaite donc que l'engagement permanent des salariés du régime général de la Sécurité sociale soit enfin reconnu aussi financièrement.

C'est pour toutes ces raisons, que la Cfdt PSTE vous sollicite, Monsieur le Ministre, afin de vous rencontrer pour vous exposer les demandes légitimes des salariés du régime général.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Ministre, nos plus respectueuses salutations.

Cyril Peltriaux
Secrétaire national

